



**RAPPORT DE L'ÉVALUATION CONJOINTE
MULTISECTORIELLE EN ZONE DE SANTE DE
MUSIENENE/ TERRITOIRE DE LUBERO**

Du 31 janvier au 6 février 2019

Organisations ayant participé l'évaluation:
AGIR, CNR, GADHOP, HYFRO, INTERSOS

Localité visitées:
Mabambi, Vusayi, Buyinga et Masingiri

I. INTRODUCTION

1. Contexte et Justification de la mission

De 2017 à 2018, plusieurs localités de la zone de santé de Musienene (Kinyatsi, Masumo, Luthambi, etc.) ont été assiégées par des groupes armés Mai-Mai engendra ainsi les flux des populations vers les localités Vusayi, Buyinga, Mambira et Mabambi et un accroissement du niveau du risque des menaces aux droits humains et aux libertés fondamentales. Pour restaurer l'autorité de l'Etat et ainsi permettre à la population civile de vaquer librement à leurs occupations, les FARDC ont lancé, au dernier trimestre 2018, des offensives militaires contre ces groupes armés.

En janvier 2019, la coordination de la société civile du territoire de Lubero a alerté la communauté humanitaire sur un important mouvement de retour des PDIs dans la zone de santé de Musienene et des multiples besoins engendrés par ce mouvement. Pour donner suite à ces alertes, et à la demande de l'intercluster, le HCR a initié la présente évaluation protection qui a connu la participation des acteurs intervenants dans cette zone.

2. Objectifs

Cette évaluation avait pour but de :

- Comprendre l'ampleur et la durabilité du mouvement de retour dans la zone de santé de Musienene;
- Analyser le contexte général et la situation de protection dans cette zone ; et
- S'acquérir des besoins multisectoriels résultats de ce mouvement.

3. Méthodologie

La présente évaluation a été effectuée par une équipe multisectorielle composée de huit (8) personnes issues de 5 organisations actives dans la zone. Les techniques suivantes ont permis la collecte des données et d'informations :

- La tenue de 12 **discussions (focus groupe)** avec les PDIs, retournés et membres des communautés hôtes.
- **Observation directe** de 16 points d'eau, 10 écoles, 6 centres de santé, etc.
- **Les entretiens individuels** avec 34 informateurs clés (les autorités locales, les représentants des PDIs, le médecin chef de zone de santé, les relais communautaires, leaders religieux, etc.).

4. Composition de l'équipe d'évaluation

ORGANISATION	SECTEUR	NOMBRE DES PARTICIPANTS
CNR	Protection	1
INTERSOS	Protection	2
GADHOP	Protection	2
HYFRO	WASH	2
AGIR	Sécurité Alimentaire	1
Total		8

5. Résumé et Recommandations

A l'issu de cette évaluation, il ressort que la zone de santé de Musienene connaît un mouvement aussi bien de déplacement que de retour. Selon les autorités locales, les localités visitées regorgent **2867 ménages des déplacés internes (17071 personnes)** et **13129 ménages des retournés (83661 personnes)**. Ces personnes rencontrent d'énormes difficultés à accéder aux sources de productions à cause de la persistance de l'insécurité dans les axes menant aux champs et aux marchés.

Du point de vue de protection, ces populations subissent d'innombrables atteintes aux droits humains et libertés fondamentales commises par les hommes en arme au nombre desquels certains militaires FARDC. Plusieurs incidents d'arrestation, de viol, etc. ont été documentés durant l'évaluation. En plus, il existe des enfants en situation d'extrême vulnérabilité (ESFGA, ENA, etc.) qui, faute des structures appropriées, ne sont pas pris en charge. En fin, dans la zone visitée, 6 écoles ont été fermées par suite de l'insécurité, et les enfants n'ont donc pas accès facile à l'éducation.

Aux vues de ce constat, il importe que les actions suivantes soient prises afin de rendre le retour durable et de favoriser le retour des personnes encore en déplacement:

1. Mener un plaidoyer à l'intercluster pour la prise en compte de la zone de santé de Musienene dans les différentes allocations et ainsi faciliter le développement des projets d'appui à la réintégration (**Coordination du cluster Protection**).
2. Appuyer l'organisation d'un dialogue social entre les FARDC et les membres de la société civile en vue d'élaborer un plan d'action pour la réduction des violations commises par certains militaires (occupation de l'Institut Chandeliers de Masingiri, arrestation, tracasseries, etc.). (**Membres du cluster protection**).
3. Analyser la possibilité de doter les écoles de Mabambi, Vusayi, Buyinga, Mambira et Masingiri en pupitres pour faire face à l'insuffisance induite par la destruction lors des différentes occupations (**cluster éducation**).

4. Faciliter l'approvisionnement du centre de santé Mambira en kit PEP et renforcer la sensibilisation sur la VBG dans la zone de santé de Musienene (**coordination du sous-cluster VBG**).
5. Faciliter la mise en place d'un mécanisme d'identification des ESFGA et des ENA dans la zone de santé de Musienene ainsi que les actions pour la protection de ces enfants (**Coordination du groupe de travail Protection de l'enfant**).
6. Réhabiliter les ponts Nyarubya et Luyekwe (tronçons Mabambi-Muhangi) afin de faciliter l'accès humanitaire à Mabambi et Muhangi (**cluster logistique**)
7. Assurer le suivi des différents cas individuels de protection documentés durant la mission d'évaluation (**GADHOP et INTERSOS**)

II. APERCU SECURITAIRE DE LA ZONE DE SANTE

LOCALITE	PRESENCE DES SERVICES ETATIQUES	PRESENCE DES GROUPES ARMES	ANALYSE
MABAMBI	chef de localité, FARDC et PNC	Maï-maï Mazembe à ± 5 km	PNC, ANR non permanent, FARDC au Nord de Mabambi à ± 5 Km à Kivugha et Groupe armé à l'Ouest de Mabambi à ± 5 Km dans la même localité. Risques d'attaques imminent
VUSAYI	chef de localité, FARDC et PNC	Maï-maï Mazembe dans environs	Arrivée FARDC dans la nuit du 31/01/2019 au 01/02/2019 et Groupe armé Mazembe a quitté la localité depuis 1 mois. La sécurité y est volatile.
BUYINGA	chef de groupement, FARDC, PNC	Maï-maï Mazembe à ± 5 km	Groupe armé Mazembe ± 5 Km de Buhinga centre à Kasihiro, Luthambi, Vuhango et Vukendo. La sécurité y est volatile.
MAMBIRA	chef de groupement, FARDC, PNC	Maï-maï Mazembe à ± 12 km	Les 2 localités étant côte à côte, forment une agglomération. Groupe armé a quitté depuis 1 mois et est à ± 12 Km à Luthambi et Buthahe et les miliciens Maï-maï sont rentrés la nuit en date du 29/01/2019 au CSR Mukongo pour exiger les médicaments. La sécurité y est volatile.
MASINGIRI			

III. MOUVEMENT DES POPULATIONS

1.1. Les Personnes déplacées internes

LOCALITE	NOMBRE DE MENAGES	NOMBRE DE PERSONNES	SOURCE DE DONNEES	PRINCIPALES ZONES DE PROVENANCE
MABAMBI	461	3688	Chef de la localité Mabambi et le comité PDIs	Katanga, Kasiyiro et Mayeba
VUSAYI	830	5810	Chef de la localité Vusayi et Bukulwe et le comité PDIs	Kasiyiro, Tsaba et Mangumo
BUYINGA	593	3558	Secrétaire administratif du groupement Buyinga et le comité PDIs	Masumo, Kinyatsi et Kasihiro
MAMBIRA	983	4015	Secrétaire administratif du groupement Bulengya et le comité PDIs	Kelekele, Luthambi, Tsaba, Kasiyiro, Kiseghe, Vuthendo, Mutumbo, Mabughu, Kabiranga, Busaka, Kinzeghere, Bukendo, Beta, Kithokolo et Kataka
MASINGIRI				
TOTAUX	2867	17071		

Pour suivre le mouvement des populations dans la zone de santé, les autorités locales ont mis en place un système de dénombrement des PDIs. Cependant, les données collectées ne sont pas désagrégées ni par sexe, ni par âge. En plus, plusieurs PDIs hésitent de se faire identifier par les autorités car, selon eux, il n'y pas d'assistance. Il y a donc une confusion dans le but de l'identification des personnes en déplacement.

Tous ces déplacés vivent en famille d'accueil, ce qui réduit les capacités de celles-ci et engendre des problèmes de cohabitation, quoiqu'encore minimes.

Dans les différentes localités, il existe des comités des déplacés, ce qui permet de suivre la situation de ceux-ci. Néanmoins les animateurs de ces comités devraient bénéficier d'un renforcement des capacités pour bien accomplir cette tâche.

1.2. Les retournés

LOCALITE	NOMBRE DE MENAGES	NOMBRE DE PERSONNES	SOURCE DE DONNEES	PRINCIPALES ZONES DE PROVENANCE
MABAMBI	3742	26194	Chef de la localité Mabambi	Katanga, Kasihiro et Maïba
VUSAYI	1075	7525	Chef de la localité Vusayi et Bukulwe	Kasiyiro, Tsaba et Mangumo
BUYINGA	5012	30072	Secrétaire administratif du groupement Buyinga	Masumo, Kinyatsi et Kasiyiro
MAMBIRA	3300	19870	Secrétaire administratif du groupement Bulengya	Kelekele, Luthambi, Tsaba, Kasiyiro, Kiseghe, Vuthendo, Mutumbo, Mabughu, Kabiranga, Busaka, Kinzeghere, Bukendo, Beta, Kitokolo et Kataka
MASINGIRI				
TOTAUX	13129	83661		

Il convient de relever que le mouvement de retour a débuté vers la mi-décembre 2018. Cela a été motivé par le déploiement des éléments FARDC dans ces villages et/ou dans les villages voisins.

IV. ANALYSE DE LA SITUATION DE PROTECTION

Les problèmes de protection majeurs auxquels les PDIs et les membres des communautés hôtes sont exposés sont les menaces à la vie et à la sécurité, menaces à la liberté de circulation, la séparation familiale, les violences sexuelles et l'occupation d'écoles.

4.1. Les menaces à la vie, à la sûreté et à la sécurité

Les habitants de ces localités sont très exposés aux arrestations et d'autres menaces par les éléments FARDC qui les accusent de collaboration d'avec les Mai-Mai. Les autorités

locales sont les plus exposés à cette menace, certains ont même été torturés et sont reprochés de ne pas alerté les FARDC des possibles incursions. Les amendes allant de 250 à 500 dollars américains sont exigés pour obtenir la libération. Suite à la persistance de ces menaces, deux chefs de localités de Muhangi ont déposé officiellement leur démission au groupement en janvier 2019.

Face à cette menace, le comité de sécurité de Muhangi, présidé par le chef de groupement, mène quelques plaidoyers pour les libérations. Mais, il n'est pas souvent informé de tous les incidents. D'où la nécessité de renforcer le monitoring de protection dans cette zone et de renforcer le mécanisme de collaboration avec les autorités du groupement.

4.2. Les menaces à la liberté de circulation

Plusieurs incidents d'arrestations arbitraires et de tracasseries commis par les services FARDC, PNC, ANR, la DSF (Direction de Surveillance des Frontières) et les miliciens sont signalés par les populations civiles.

Les miliciens astreignent les populations au paiement des taxes dites « jeton » variant entre 1000Fc et 2000 FC par personnes majeure et par mois et aux amendes forfaitaires allant de 10000 FC à 200000 Fc pour non possession de jeton.

Sur la route Butembo-Mabambi, on recense 5 postes de contrôle érigés par les FARDC et où chaque passant est contraint au paiement de 500 FC.

Dans le marché, les habitants sont obligés de payer environ 5 taxes, sans quittances, par différents services. Ces taxes absorbent la majeure partie de l'argent gagné après la vente de leurs produits agricoles. Cela accroît la vulnérabilité et décourage plus d'un à fréquenter le marché. Des efforts importants doivent être entrepris dans le sens d'améliorer la situation de protection et permettre, par ricochet, l'amélioration des conditions de vie. Un monitoring de protection permanent est y donc nécessaire.

4.3. Protection de l'enfant

Durant la mission, l'équipe a été informée de la présence de **51 ESFGA (enfants sortis des forces et groupes armés)** : 2 à Mabambi, 16 à Vusayi, 16 à Buyinga et 17 à Mabambi) et **40 enfants non accompagnés** (12 à Mabambi, 15 à Vusayi, 13 à Mambira).

Toutefois, outre l'inexistence des structures et des actions relatives à la protection de l'enfant dans cette zone, les ESFGA sont souvent arrêtés par les forces de l'ordre à cause de leur ancienne appartenance aux groupes Mai-Mai. Durant la mission, 2 enfants étaient en détention et leurs familles menaces. Ces menaces sont susceptibles non seulement

d'influencer la résistance d'autres enfants de pouvoir quitter ces groupes armés mais aussi ils peuvent pousser les parents de ces enfants au déplacement.

4.4. L'occupation d'écoles

L'Institut Chandelier de Masingiri, dont les élèves s'étaient déplacés suite aux différentes incursions, est occupé par les éléments FARDC. Malgré le retour dans cette localité, les élèves n'ont pas accès à leur école car le préfet d'école est incapable de mener un plaidoyer auprès de l'armée pour sa libération.

4.5. Les violences sexuelles

Les viols constituent l'un des principaux risques de protection en zone de santé de Musienene. En janvier 2019, **11 incidents** ont été documentés dans les CS Mabambi (2 cas), Mukongo (3 cas), Buyinga (3 cas) et Mukongo (3 cas). Selon les prestataires sanitaires, plusieurs autres cas commis dans les localités n'arrivent pas aux formations sanitaires suite à l'ignorance ou au manque de prise en charge. Plusieurs incidents SGBV sont l'œuvre des membres des groupes armés notamment les MaiMai lors de leurs incursions pendant qu'ils contrôlent les villages. Des civils ne sont pas épargnés par ces violations étant donné qu'on retrouve plusieurs filles de moins de 18 ans enceintes.

Ainsi, le renforcement de l'autorité de l'Etat permettra de réduire ce risque. En plus, il est important de doter les structures de prise en charge en intrants de la prise en charge et de renforcer la sensibilisation dans les communautés.

V. BESOINS MULTISECTORIELS

5.1. Education

Dans les localités visitées, **7 écoles sont fermées** suite à la présence et l'activisme des groupes Mai-Mai. La majorité de ces écoles se retrouve à Masingiri.

Les quelques écoles fonctionnelles ne parviennent pas à contenir la masse d'élève PDIs et retournés suite à l'insuffisance de l'espace et des pupitres. Par conséquent, on assiste à l'oisiveté des enfants et des jeunes, ce qui augmente le risque qu'ils soient enrôlés dans les groupes Mai-Mai actifs dans la zone.

5.2. Moyens de subsistance

Les habitants des localités enquêtées vivent principalement de deux activités: l'agriculture et le transport, vers les marchés lointains, des articles appartenant aux ambulants.

Par contre, ces habitants présentent de l'insuffisance en intrants agricoles (semences et outils) suite aux multiples déplacements et pillages des produits par les groupes armés.

Par ailleurs, les diverses tracasseries de la part des éléments FARDC freine la libre circulation et donc les activités de transport qui constitue une source de revenus pour beaucoup des ménages.

5.3. Eau

En zone de santé de Musienene, les problèmes d'eau sont beaucoup plus d'ordre structurel. Les déplacés et les retournés se retrouvent donc dans des localités dépourvues des sources d'eau aménagées.

Localité de Mabambi

Insuffisance d'eau. Sur les 4 sources aménagés (mais non protégées), 2 changent de couleur à période pluvieuse et on remarque la présence des vers de terres. Pour l'unique borne fontaine présente dans cette localité, une seule sortie sur les quatre produit de l'eau.

Localité de Vusayi

17 bornes fontaines dont 6 bornes à très faible débit pendant la saison pluvieuse et tarissent pendant la saison sèche. Les habitants sont obligés d'aller s'approvisionner en eau dans des vallées où les sources sont mal entretenues et non aménagées.



Annexe : Liste des sigles et abréviations

- AGIR : Agro – Industrie Rurale
- ANR : Agence National de Renseignement
- BF : Borne fontaine
- CLDH : Comité local de droits de l’homme
- CNR : Commission Nationale pour les Réfugiés
- COGEP : Comité de Gestion Permanent
- DSF : Direction de Surveillance des Frontières
- EAFGA : Enfant associé aux forces et groupes armés
- EP : Ecole Primaire
- FA : Famille d’accueil
- FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo
- GADHOP : Groupe d’Associations de défense des Droits de l’Homme et de la Paix
- HCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
- HYFRO : Hydraulique sans Frontières
- INTERSOS : Internationale SOS
- MUPRODERE : Mutuelle pour la protection des déplacés et des retournés
- MVE : Maladie à virus Ebola
- PDIs : Personnes Déplacées Internes
- REG : Munition et engins de guerre non explosés
- SC : Société Civile
- SGBV : Sexual and gender based violence

Annexe : Accessibilité des axes

LOCALITE MABAMBI

Mabambi est une localité située dans le groupement Muhola, chefferie Baswagha, en territoire de Lubero, au Sud-Ouest de la ville de Butembo à plus au moins 30Km. Elle se trouve dans la zone de santé de Musienene, air de santé de Mabambi. La route (axe Butembo-Mabambi) est difficilement accessible (par véhicule léger et lourd) pendant la saison sèche. Elle reste impraticable en saison de pluie car, seules les motos peuvent circuler. Le pont Luyekwe sur l’axe, se trouve dans un état vétuste .Les véhicules sont obligés de dévier et de passer dans les eaux de la rivière Luyekwe et, si et seulement si la pluie n’a pas augmenté les eaux de ruissellement.

LOCALITE VUSAYI

Vusayi est une localité située à plus au moins 50Kms au sud-ouest de la ville de Butembo, dans le groupement Bulengya, zone de santé Musienene, air de santé Vusayi en territoire de Lubero. Son accessibilité est difficile pendant la sécheresse et mauvaise en saison pluvieuse compte tenu de l'état de délabrement très avancé de la route due au manque d'entretien et à la vétusté du pont Luyekwe qui est entre la ville de Butembo et la localité Mabambi. La bonne accessibilité vers la localité Vusayi devrait être l'axe routier Musienene-Vusayi, mais malheureusement un pont reliant les villages Ngane et Ngongi pour progresser est coupé. Il s'agit des ponts Luvughe sur la rivière Luvughe près du village Vusamba à 15 kms à l'Ouest de Musienene.

LOCALITE BUYINGA

La localité Buyinga est située à plus au moins 45Km au Sud-Ouest de la ville de Butembo, en chefferie Baswagha dans le groupement Lughongo, zone de santé de Musienene, air de santé Buyinga en territoire de Lubero. Cette zone est accessible en saison sèche et inaccessible en saison de pluie à cause de l'état de délabrement très avancé de cette route de desserte agricole et source des plusieurs produits agricoles qui ravitaille la ville de Butembo.

LOCALITE MAMBIRA et de MASINGIRI

Mambira/Masingiri sont deux localités à cheval situées à plus au moins 50Km au Sud-Ouest de Butembo, en territoire de Lubero, groupement Bulengya, chefferie Baswagha en zone de santé Musienene, air de santé Mukongo. Selon les chefs de ces localités, leur population s'élève à environ 3.300 ménages constitués de 19780 personnes.

L'accessibilité est bonne en saison sèche et mauvaise en saison de pluie. Plusieurs ponts(22) ne sont pas en bon état, particulièrement le pont "Luyekwe" (voir photos).